



MD.

BEGLES, le 6 juillet 2011

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 JUIN 2011

Etaient présents : M. MAMERE, Mme BOUDINEAU, M. JOANDET, Mme FORET-POUGNET, M. RAYNAUD, Mmes FEDOU, LUCBERNET, M. SURLEVE-BAZEILLE, Mme BUISSON, MM. DUBOST, DANE, MERCIER, Mme ROUSSELI, M. VIVANT, Mme CABRERA, M. LABARTHE, Mmes LE GUEN, BENJELLOUN-TOUIMI, MM. KAMAYENWODE, LABADIE, Mmes CAMI, ABRIBAT, M. ROSSIGNOL, Mmes HAMMI, CABEZA, TEXIER, MM. NDIAYE, DENOYELLE, BEER DEMANDER, Mme MARTIN.

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

M. JOANDET à M. MAMERE (à partir de la délibération N° 1)

M. PEREZ à M. MERCIER

Mme ROUSSELI à M. DANE (de la délibération N° 1 à la N° 8)

M. BEZIADE à Mme BENJELLOUN-TOUIMI

Mme GARNET à M. SURLEVE-BAZEILLE

Mme HGOBURU à M. DUBOST

M. PARIS à Mme TEXIER

Mme MARTIN à M. BEER DEMANDER (à partir de la délibération N° 10)

Absent : /

Secrétaire de la séance : M. ROSSIGNOL

MOTION - L'APRÈS-BLAYE – POUR UNE FERMETURE PROGRAMMÉE DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE BRAUD ET SAINT-LOUIS

Il y a 40 ans, le gouvernement Français décidait de développer massivement le nucléaire civil. Depuis lors, l'industrie du nucléaire a prospéré en ne prenant pas suffisamment en compte la question du retraitement des déchets et l'avenir des installations.

La centrale nucléaire française de Braud et Saint-Louis encore en activité a été construite en 1981, elle a donc 30 ans. Cette centrale se situe à 50 km à vol d'oiseau de la Ville de Bègles. Ses installations ont vieilli et se sont dégradées comme de nombreux dysfonctionnements le laissent penser. A cela s'ajoute le fait que pour l'ensemble des spécialistes, les standards de sécurité de l'époque sont aujourd'hui dépassés.

Dès 1998, le bilan annuel de la sûreté de la centrale du Blayais notifiât la nécessité d'une surélévation de 50 cm des digues, mais EDF différa ce rehaussement de sa digue de protection. Le 19 novembre 1999, EDF est sommée de produire un planning des travaux de sécurité par une lettre la rappelant à l'ordre. Un mois plus tard, le 27 décembre 1999, les vents violents produits par la tempête Martin et une forte dépression atmosphérique provoquèrent une brusque montée des eaux de l'estuaire et l'inondation d'une partie de la centrale. Pour des raisons de sécurité, il fut alors décidé la mise hors service volontaire des trois réacteurs alors en puissance (le quatrième réacteur était arrêté dans le cadre d'opérations de maintenance normales). L'incident a été classé au niveau 2 (« incident ») sur l'échelle INES. Le 5 janvier, le quotidien régional Sud-Ouest titra sans être démenti : « Très près de l'accident majeur », en expliquant que l'on avait évité de justesse un scénario catastrophe...

En ce moment, la catastrophe survenue à Fukushima, centrale construite 10 ans avant celle de Blaye, nous interpelle à plusieurs titres :

- Le déroulement des événements au Japon montre qu'un haut niveau de maîtrise scientifique et technique n'est pas un gage suffisant de sécurité en matière de gestion nucléaire. Or l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) et l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) ont mis cette année en lumière de nouveaux dysfonctionnements impactant la sécurité des installations.

- La défaillance du contrôle de la puissance publique sur l'action des opérateurs privés tel que TEPCO au Japon ne peut que favoriser les désordres divers sur les installations.

Certes, des missions d'évaluation sont en cours, mais quelles qu'en soient les conclusions et plutôt que de décaler le problème en prolongeant l'exploitation de 10 ans, nous proposons d'anticiper la conversion nécessaire et inévitable du site de Blaye.

La sûreté nucléaire ne s'arrête pas à nos frontières : c'est avec toutes les collectivités Girondines que cette question doit être traitée et débattue en y associant les salariés, les usagers et les citoyens.

En conséquence, le Conseil Municipal de Bègles, réuni le 30 juin 2011, demande aux autorités compétentes :

- La fermeture programmée de la centrale de Braud et Saint-Louis dans la perspective de la mise en place d'une production locale d'énergie alternative et renouvelable.
- Le démantèlement prioritaire de cette centrale, compte tenu que son premier réacteur est âgé de trente ans.
- Sa reconversion en site pilote de recherche-développement qui permettra de mettre en œuvre des savoir-faire et des technologies pionniers, générateurs d'emplois et nécessaires au démantèlement des centrales nucléaires en fin de vie.
- La mise en place et le développement d'un plan de réduction de la consommation d'énergie dans tous les secteurs.
- La création d'une Agence Européenne de Contrôle du Nucléaire Civil comportant des pouvoirs de sanctions car nous soulignons ici notre volonté de voir se développer une politique énergétique véritablement européenne.

A court terme, nous demandons :

- L'arrêt des conditions d'accueil précaires des travailleurs intérimaires et saisonniers.
- L'extension du périmètre du plan particulier d'intervention (PPI) à la CUB, en l'adaptant à la problématique de la métropole.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

1. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2010

Le Compte Administratif pour l'année 2010 est **ADOPTÉ À LA MAJORITÉ – 27 VOIX POUR – 5 CONTRE – 2 ABSTENTIONS.**

2. AFFECTATION DU RÉSULTAT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET DE LA VILLE AU TITRE DE L'EXERCICE 2010

Après avoir approuvé le Compte Administratif, le Conseil décide de procéder à l'affectation du résultat de la Section de Fonctionnement du Budget de la Ville.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 7 ABSTENTIONS

3. AFFECTATION DU RÉSULTAT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET ANNEXE DE LA RÉGIE DES TRANSPORTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2010

Le Conseil décide de procéder à la répartition du résultat de la Section de Fonctionnement du Budget annexe de la Régie des Transports.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 7 ABSTENTIONS

4. AFFECTATION DU RÉSULTAT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET ANNEXE DU PORT AU TITRE DE L'EXERCICE 2010

Le Conseil décide de procéder à la répartition du résultat de la Section de Fonctionnement du Budget annexe du Port.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 7 ABSTENTIONS

5. AFFECTATION DU RÉSULTAT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET ANNEXE DES POMPES FUNEBRES AU TITRE DE L'EXERCICE 2010

Le Conseil décide de procéder à la répartition du résultat de la Section de Fonctionnement du Budget annexe des Pompes Funèbres.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 7 ABSTENTIONS

6. APPROBATION DU COMPTE DE GESTION DE L'EXERCICE 2010

Le Compte de Gestion pour l'exercice 2010 est **ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR**

7. OPERATIONS IMMOBILIERES RELATIVES A L'ARTICLE 11 DE LA LOI 95-127 DU 8 FEVRIER 1995

Le Conseil Municipal approuve cette délibération portant sur les acquisitions et cessions votées par la Ville ainsi que par les Conseils d'Administration de la S.A.E.M.C.I.B. au cours de l'année 2010.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

8. VOTE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE DE LA VILLE ET DE SES BUDGETS ANNEXES :

- RÉGIE DES TRANSPORTS
- RÉGIE DES POMPES FUNEBRES
- RÉGIE DU PORT

Le Budget Supplémentaire ainsi que ses budgets annexes sont **ADOPTÉS À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 5 CONTRE – 2 ABSTENTIONS**

9. **CLOTURE DU BUDGET ANNEXE DE L'E.C.M.M.**
Le Conseil autorise la clôture de ce budget annexe au 31 décembre 2010.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR
10. **APPROBATION DU COMPTE RENDU ANNUEL D'ACTIVITES 2010 A LA COLLECTIVITE PAR LA S.A.E.M.C.I.B. – AMENAGEMENT**
Le compte rendu d'activités présenté par la S.A.E.M.C.I.B. pour l'année 2010 est approuvé ainsi que l'avenant N° 4 entre la SAEMCIB et la Ville portant réactualisation de la participation de la Ville à 7.703.131 € et son échéancier selon le bilan prévisionnel réajusté.
ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 5 CONTRE
11. **SCHEMA DEPARTEMENTAL DE LA COOPERATION INTERCOMMUNALE – AVIS DE LA COMMUNE**
Le Conseil émet un avis **défavorable** au projet de schéma départemental de coopération intercommunale.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR
12. **DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'AMENAGEMENT DU STADE ANDRE MOGA**
Il est décidé d'engager des travaux d'aménagement du stade André Moga pour adapter cette infrastructure sportive aux besoins de la pratique du rugby de haut niveau national et européen et de solliciter des subventions auprès des collectivités partenaires de l'U.B.B.
ADOPTÉE À LA MAJORITÉ – 30 VOIX POUR – 5 CONTRE
13. **LACOSTE – REGULARISATION – ACQUISITION D'UN TERRAIN ET CESSION A FONCIERE LOGEMENT**
Dans le cadre des aménagements du quartier LACOSTE, le Conseil décide d'acquérir un ensemble de terrains d'une surface de 2.787 m² auprès de la copropriété du Domaine de Saint-Mandé au prix de 1 € symbolique et de le céder à la Foncière Logement au même prix.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR
14. **CESSION D'EMPRISES FONCIERES A LA C.U.B. DANS LE CADRE DE LA Z.A.C. MAIRIE**
Dans le cadre des aménagements de voirie liés à la Z.A.C. Mairie, il est décidé de céder plusieurs emprises foncières à la C.U.B. au prix de 1 € symbolique.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR
15. **TERRES NEUVES - ECHANGE DE BATIMENTS (ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION DU 02/07/2009)**
Cette opération immobilière se faisant dans le cadre de la C.P.A. confiée à la SAEMCIB, le Conseil approuve cet échange consenti sans soule.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR
16. **SIGNATURE D'UN BAIL A CONSTRUCTION AVEC L'ASSOCIATION « TERRE ET OCEAN » POUR LA MISE A DISPOSITION D'UN TERRAIN**
Il est décidé de conclure un bail à construction avec cette association pour une durée de 18 ans qui porte sur la réalisation d'une maison passive de 360 m² environ.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR
17. **ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION « LES SANGLIERS SONT LÂCHÉS »**
Afin de soutenir l'organisation du Festival « Les Rendez-vous de Terres Neuves », une subvention exceptionnelle de 10.000 € est allouée à cette association qui en est l'organisateur principal.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR
18. **VERSEMENT D'UNE SUBVENTION SUPPLEMENTAIRE A L'ASSOCIATION ADELE**
Une subvention supplémentaire est attribuée à l'Association ADELE d'un montant de 40.000 € (35.000 € correspondant au remboursement du salaire de l'agent mis à disposition et 5.000 € correspondant au reversement des subventions CUCS).
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR
19. **TARIFICATION DES PARCELLES DES JARDINS FAMILIAUX**
Le Conseil fixe le montant de la location annuelle d'une parcelle d'un jardin partagé à 30 € et à 1,10 € le montant du prix du m³ d'eau.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR
20. **TARIFS DES ANIMATIONS DU SERVICE JEUNESSE**
Suite à la signature du nouveau Contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales, il est décidé de modifier, à compter du 1^{er} juillet 2011, la politique tarifaire de la Ville avec la mise en place d'une cotisation annuelle à la structure d'animation.
ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

21. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

La création d'emplois dans la filière culturelle et la filière technique est approuvée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

22. MODIFICATION DE LA QUOTITE DU TEMPS DE TRAVAIL D'EMPLOIS DE COLLABORATEURS D'EDUCATION MUSICALE

Il est décidé que le décompte du temps de travail de cette catégorie de personnel est désormais effectué sur un cycle hebdomadaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

23. OUVERTURE D'UNE ENQUETE PREALABLE A L'INCORPORATION D'UN BIEN SANS MAITRE DANS LE DOMAINE COMMUNAL - PARCELLE AW 98

Le Conseil décide d'ouvrir une enquête préalable pour s'assurer de l'existence ou non d'un propriétaire ou d'un ayant droit sur cette parcelle sise rue Dilly et désigne Laurent NEMERY, Responsable de l'Action Foncière, pour mener cette enquête.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

24. OUVERTURE D'UNE ENQUETE PREALABLE A L'INCORPORATION D'UN BIEN SANS MAITRE DANS LE DOMAINE COMMUNAL – PARCELLE AW 72

Le Conseil décide d'ouvrir une enquête préalable pour s'assurer de l'existence ou non d'un propriétaire ou d'un ayant-droit sur cette parcelle sise rue Dilly et désigne Laurent NEMERY, Responsable de l'Action Foncière, pour mener cette enquête.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

25. OUVERTURE D'UNE ENQUETE PREALABLE A L'INCORPORATION D'UN BIEN SANS MAITRE DANS LE DOMAINE COMMUNAL – PARCELLE AS 244

Le Conseil décide d'ouvrir une enquête préalable pour s'assurer de l'existence ou non d'un propriétaire ou d'un ayant-droit sur cette parcelle sise Allée de Francs et désigne Laurent NEMERY, Responsable de l'Action Foncière, pour mener cette enquête.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

26. OUVERTURE D'UNE ENQUETE PREALABLE A L'INCORPORATION D'UN BIEN SANS MAITRE DANS LE DOMAINE COMMUNAL – PARCELLE AS 241

Le Conseil décide d'ouvrir une enquête préalable pour s'assurer de l'existence ou non d'un propriétaire ou d'un ayant-droit sur cette parcelle sise Allée de Francs et désigne Laurent NEMERY, Responsable de l'Action Foncière, pour mener cette enquête.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

27. ETABLISSEMENT OU ADAPTATION DES RESEAUX D'ELECTRICITE SUR UNE VOIE PUBLIQUE EXISTANTE 242 ROUTE DE TOULOUSE

La part du coût des réseaux à la charge du bénéficiaire du permis de construire d'un ensemble collectif à destination d'habitat et de locaux professionnels par la Société EPI PROMOTION, 242 route de Toulouse, est fixée à 3.723,18 € HT.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

28. APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES POUR LA CUISINE CENTRALE POUR L'ANNEE 2012

Il est décidé de lancer la procédure d'appel d'offres pour la fourniture de denrées alimentaires pour la Cuisine Centrale pour 2012.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

29. CALCUL DE LA TARIFICATION POUR LA RESTAURATION SCOLAIRE, L'ACCUEIL PERISCOLAIRE DES ECOLES ET DES CENTRES DE LOISIRS

Le quotient familial servant de base à la participation financière des familles, dans le cas où la C.A.F. n'est pas appelée à déterminer celui-ci, est calculé de la manière suivante : $1/12^{\text{ème}}$ des ressources annuelles + prestations familiales perçues / Nombre de parts.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

30. TARIFICATION DES ACTIVITES DE LA PISCINE MUNICIPALE – COMPLEMENT

Il est décidé de compléter les tarifs existants et de fixer deux nouveaux montants des droits d'accès à des activités développées sur l'équipement « Les Bains » à compter du 1^{er} septembre 2011.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

31. EXONERATION DE LA TAXE SUR LES SPECTACLES SPORTIFS POUR L'ANNEE 2012

Le Conseil décide d'exonérer totalement l'ensemble des manifestations sportives se déroulant sur la Commune de la taxe sur les spectacles au titre de l'année 2012.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR